

L'Adresse—M. Towers

Dans son budget de 1973, le gouvernement fédéral a commencé à s'immiscer dans l'industrie du bœuf en surprimant la surtaxe à l'importation. En août dernier, sans avertissement et alors que le Parlement était ajourné, le gouvernement a provoqué le chaos dans toutes les provinces productrices de bœuf en appliquant une surtaxe sur le bœuf exporté vers les États-Unis. C'est encore un exemple de mesures ineptes et de difficultés créées par une ingénierie maladroite.

Ce jour-là, je déjeunais avec le directeur d'une usine de conditionnement de l'Ouest. Nous savions que le cabinet était réuni pour prendre une décision. Lorsque ce directeur m'a demandé si je pensais que le gouvernement fédéral imposerait des contrôles, je lui ai répondu que j'espérais que non car il existait déjà un trop grand nombre de contrôles gouvernementaux. J'étais d'avis qu'une telle décision n'aboutirait à rien mais bouleverserait l'industrie, et que le ministre de l'agriculture était suffisamment avisé et avait une influence suffisante sur le cabinet pour l'éviter. Je pensais naturellement qu'au cas où le gouvernement déciderait d'imposer une taxe sur le bœuf destiné aux États-Unis, cette taxe n'entrerait pas en vigueur au milieu d'une semaine. Néanmoins, comme chacun sait, c'est exactement ce qu'il décida. Il annonça l'entrée en vigueur de mesures de contrôle sur les exportations de bœuf tard dans la soirée du lundi. Cette décision stupide et inopportune a coûté des milliers de dollars aux producteurs de bœuf. L'un d'entre eux a perdu \$5,000 sur une seule expédition. S'il n'avait pas subi cette perte, il aurait compensé dans une certaine mesure celles qu'il subit actuellement.

Le ministre de l'Agriculture doit parfaitement savoir que de nombreux parcs d'engraissement de l'Ouest et de l'Est du Canada sont exploités en partie seulement. Que le gouvernement sache que cette année les parcs d'engraissement recevront moins d'animaux que depuis bien des années. Les gens n'oublient pas la façon inconsidérée avec laquelle un gouvernement incompetent s'est mêlé de leur gagne-pain, gouvernement qui panique et prend des décisions sans tenir compte des conséquences et des difficultés qu'elles entraînent.

J'exhorte le gouvernement, dans l'intérêt de tous les Canadiens, à reconnaître la gravité de la situation dans laquelle se trouve l'industrie de la viande rouge. L'injustice que le gouvernement a créée dans l'industrie du porc, entre l'Est et l'Ouest, a entraîné les éleveurs de porcs à restreindre leur production. Dans l'industrie du porc, il semble que la juste proportion soit l'abattage d'une truie adulte pour 20 porcs de marché. Au cours des derniers mois, ce rapport est passé à une truie pour 13 porcs de marché, réduction assez importante qui signifie que nous allons bientôt manquer de porcs dans notre pays. L'industrie bovine est dans la même situation. Les gens en ont assez de voir le gouvernement fédéral intervenir inutilement sans élaborer de politique convenable en vue d'encourager la production, à une époque où le monde a faim et où il y a un déficit de 5 p. 100 dans la production des céréales.

● (1700)

Le Canada a importé plus de 70 millions de livres de bœuf l'année dernière; en 1974, ce chiffre sera sans aucun doute supérieur. En 1972, notre pays a importé un peu moins de 30 millions de livres de beurre; en 1973, les estimations approchent les 50 millions de livres. La production de lait a diminué de 5 p. 100 l'année dernière. Où le gouvernement croit-il qu'il va mener ou pousser les Cana-

[M. Towers.]

diens, alors que nous ne pouvons même pas répondre à nos besoins, malgré tous les moyens et les aptitudes que nous possédons pour produire?

Les problèmes agricoles vont en augmentant. La main-d'œuvre se fait rare et les producteurs se découragent parce que le gouvernement ne se soucie pas de leur assurer un milieu où l'industrie peut survivre. Nous ne pouvons rien faire d'autre que d'attendre avec espoir les projets de loi que le ministre de l'Agriculture est censé présenter. Cependant, nous, les membres de l'opposition officielle, tenons à le prévenir que nous continuerons d'examiner de près ses propositions afin de voir si elles comportent cette fois-ci des dispositions au bénéfice des producteurs et des consommateurs. Lorsque la production baisse, c'est le producteur ainsi que chaque consommateur qui en souffrent. Un grand nombre de consommateurs canadiens se trouvent actuellement dans cette situation et n'entrevoient que de nouvelles difficultés à cause de l'ineptie de ce gouvernement irresponsable et mal dirigé.

Pourquoi le gouvernement ne fait-il rien pour sortir l'industrie du grain de l'impasse où elle se trouve? Que lui faut-il de plus pour y voir clair? Douze navires attendent sur la côte ouest de charger du grain. Le grain n'est pas là. Il aura 10 navires de plus à quai la semaine prochaine. Les frais de surestaries augmentent. Les élévateurs sont remplis à craquer. Les agriculteurs ont hâte d'expédier leur grain avant le printemps et le commencement des semailles. Le gouvernement reste assis sur son derrière tandis que la Commission du blé demande aux agriculteurs de livrer leur grain. Tous les gens un peu au courant de la situation comprennent pourquoi un sentiment de frustration règne dans l'industrie de l'agriculture.

Lorsque le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) a annoncé le Programme actuel d'initiatives locales, il a demandé aux députés de collaborer afin que le programme réponde aux besoins des régions les plus défavorisées. Il a demandé leur avis quant aux projets qui conviendraient le mieux. Je sais que certains députés préfèrent ne pas s'occuper de ce programme controversé étant donné les exemples de mauvais jugement et d'abus contre lesquels ils n'ont rien pu faire malgré tous leurs efforts. Je crois toutefois qu'il est de mon devoir d'essayer de donner quelques conseils, pour aider à la fois ma circonscription et le ministre. J'ai répondu à sa demande: j'ai formé dans ma circonscription un comité consultatif et nous avons préparé plusieurs projets. En novembre 1973, j'ai communiqué au ministre par l'intermédiaire de ses adjoints, trois projets que j'estimais utiles pour les villes concernées et je lui ai adressé une lettre à ce sujet. Ces projets auraient apporté des avantages permanents; autrement dit, l'argent n'aurait pas été jeté par les fenêtres.

Pour faire approuver ces trois projets qui ne dépassaient pas le total accordé à ma circonscription, j'ai fait de nombreux appels téléphoniques et finalement j'ai pu communiquer avec un membre de son personnel. Je me suis toutefois heurté à un mur et les trois projets n'ont pas encore été acceptés. J'ai essayé d'appeler le ministre un nombre incalculable de fois et on m'a promis qu'il me rappellerait. J'attends toujours son appel. Quatre mois se sont écoulés et je n'ai pas reçu de réponse pour mes électeurs. Ils attendent et moi aussi. Aucune autre entreprise aussi mal dirigée ne pourrait fonctionner ou conserver la confiance de ses clients, et quant à moi ce n'est pas ainsi que je dirige les affaires de ma circonscription.